

Il faut reprendre  
Juin 36  
où les politiciens  
l'ont saboté!

## Entre patrons et travailleurs: Question de force

Le problème des salaires est une nouvelle fois posé. Les travailleurs de la métallurgie parisienne ont déserté en masse leurs entreprises. Le mouvement gagne de nouvelles corporations et s'étend en province.

— Prime de 3.000 francs avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier, réclament les syndicats, pour une fois unis.

— Cinq pour cent d'augmentation, propose le patronat.

Le problème est posé, la lutte engagée sous l'œil patelin d'un gouvernement qui prend le vent avant de se prononcer et se contente, pour l'instant, de protéger la propriété individuelle en faisant évacuer les locaux occupés. Ce problème ne peut être résolu que par la force.

Les 3.000 francs, c'est la prime unique à tous les travailleurs, les plus défavorisés étant mis sur le même pied que les autres. C'est la fusion égalitaire des besoins communs en une revendication unique.

Les cinq pour cent, c'est une augmentation dérisoire pour les économiquement faibles et sensible seulement aux gros salaires. C'est la possibilité, pour les patrons, de créer la division dans l'entreprise et de continuer leur règne à travers la désunion des exploités.

Le problème est posé. Seule une question de force le résoudra.

Le problème est posé. Quel problème ?

Celui du ralentissement de la dévaluation du pouvoir d'achat des travailleurs, celui de la stabilité des conditions d'existence à travers un rajustement des salaires ? Celui du maintien des avantages acquis ?

— Certainement ! Mais l'autre problème, celui de l'augmentation réelle du standard de la vie des travailleurs. Celui de la limitation des profits du patronat. Celui de la transformation de la structure sociale de l'entreprise, il n'est pas, il ne peut pas être posé à travers une simple augmentation des salaires, mêmes garantis par l'échelle mobile.

Il faut voir plus haut ! Il faut aller plus loin ! Les travailleurs, aujourd'hui unis, semblent retrouver leur combativité.

Comme en 36, proclament les organisations syndicales unies.

Oui, comme en 36, mais pas par une stabilisation de la misère, pas seulement par un réajustement des salaires les plus défavorisés !

Comme en 36, pour reprendre le combat où l'ont stoppé le Blum du « tout n'est pas possible » et le Thorez de « il faut savoir terminer une grève », pour le mener à sa conclusion logique : la suppression du salariat, la reprise des instruments de production par les producteurs eux-mêmes.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-78  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre  
25 francs et la dernière bande

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 218

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE  
VENDREDI 3 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

## ALERTE! Sous prétexte d'atteinte au "moral" de l'armée, le gouvernement veut supprimer les libertés syndicales ! Travailleurs, vous répondrez par des actes !

M. P.-H. Teitgen, ministre d'Etat, commentant ce texte nous apprend qu'il ne s'agit pas de modifier les dispositions présentes (article 59, 60, 77) extrêmement sévères (la peine de mort est prévue) et concernant le sabotage et la destruction de matériel de guerre, mais d'atteindre non seulement ceux qui sabotent et détruisent, mais aussi ceux « qui participent volontairement à des menées collectives (sic) violentes afin de faciliter les opérations de sabotage et de destruction ». Et encore : Le nouveau texte permettrait la répression de certaines actions criminelles (sic) d'un système nouveau revêtant la forme de commandos qui tendent à faire obstacle au fonc-

Le Conseil des Ministres a décidé de demander au Parlement de discuter d'urgence un projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sécurité extérieure de l'Etat. Incapable de définir ce fameux « cadre de lois au sein duquel s'exerce le droit de grève » il veut recourir à un texte qui par son élasticité se prêterait aisément à toutes les interprétations. Qu'en on juge :  
« Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 59, 60 et 77 du Code pénal, sera puni de la peine de réclusion tout Français ou étranger qui aura, par quelque moyen que ce soit, provoqué, facilité ou organisé une action violente ou concertée ayant pour but ou pour résultat l'une des infractions prévues par l'alinéa 2 de l'article 76, ou qui aura participé volontairement à cette action. Sera puni de la même peine, toute personne qui aura accompli sciemment un acte de nature à porter atteinte au moral de l'armée ou de la nation en vue de nuire à la défense nationale ».

tionnement des services de la Défense nationale ». Si cette loi est votée, n'importe quel gouvernement aura en main un instrument juridique lui permettant de limiter

à son gré, le droit de grève. En effet, presque toutes les industries, travaillent aujourd'hui directement ou indirectement pour la guerre. Autour de la métallurgie, où se fondent les canons, gravitent les houillères, le textile (uniformes), les transports (essentiels) l'énergie électrique, les raffineries de pétrole, les chantiers maritimes, etc... Or, qu'entend-on par action violente, concertée, collective ? La grève n'a-t-elle pas souvent un caractère violent, n'est-elle pas toujours concertée, collective ? Et si cette grève déferle dans la métallurgie, comme présentement, alors elle peut être immédiatement taxée de « criminelle » car elle porte atteinte à la défense nationale.

D'autre part les mots suivants : « ...accompli sciemment un acte de nature à porter atteinte au moral de l'armée ou de la nation... » peuvent s'appliquer aisément au simple exercice de la liberté la plus élémentaire, le mot acte étant pris dans un sens générique. En effet, qu'entend-on par acte ? Etymologiquement, l'acte est le résultat de l'action. L'action est la manifestation d'une volonté. Moralement les deux termes sont synonymes. Donc, si à la suite d'une action de propagande contre l'armée, contre les armements, des ouvriers se refusent à construire des canons, ou se mettent en grève, en un mot, provoquent le résultat de l'action par l'acte susceptible de ralentir la production de guerre, les responsables de l'action et les responsables de l'acte peuvent être poursuivis, les premiers en tant qu'incitateurs, les seconds en tant qu'exécuteurs. Le mot acte, d'autre part, peu parfaitement s'appliquer par exemple, à une campagne d'affiches, à un jet de tracts, à un article de journal ; il ne s'applique pas nécessairement à une manifestation physique. L'incitation de militaires à la

désobéissance peut être relevée dans une seule phrase, un seul mot noyés au fond de quelque vaste étude, et considéré comme un acte délictueux au même titre qu'une escroquerie ou une concussion.

Ajoutons qu'il est plus aisé de porter « ...atteinte au moral de la nation et de l'armée » par des moyens spirituels que par des moyens violents. Les premiers désagrégent les ferments criminels : obéissance, patriotisme, etc... et provoquent les seconds. Sans moyens spirituels, sans

actions ou actes spirituels, l'acte physique, la manifestation « violente, concertée » est coupée de sa racine essentielle.

On peut donc affirmer que ce texte vise à préparer les voies d'une dictature et ce, sous couvert de défendre la démocratie. D'ailleurs, le premier texte cité plus haut nous dit : « ...sera puni de la réclusion tout Français ou étranger qui aura par QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT provoqué, facilité ou organisé une action violente ou concertée ayant pour but une infraction prévue à l'alinéa 2 de l'article 76... »

Or, cet alinéa, le voici :  
« Tout Français qui détruira ou détériorera volontairement un appareil de navigation aérienne, de navigation, « un matériel, une fourniture, une construction ou une installation susceptible d'être employée pour la D. N., ou « pratiqué sciemment, soit avant, soit après leur achèvement des malfaçons (Suite page 3, col. 6.)

Special Anti-Election Number

## Freedom

TURN YOUR BACK ON GOVERNMENTS AND CONSCIOUSLY—

# Refuse to Vote!

WHY LEND SUPPORT TO YOUR OWN EXPLOITATION?

Nos camarades ont dit aux travailleurs de ne pas voter. Ils ont voté quand même. Ils vont être obligés de recommencer bientôt !

NOS camarades anglais l'avaient dit : On a voté quand même. Et bien ou plutôt mal, puisque dans les 12 mois à venir il va falloir recommencer ! Pourtant, tout avait été minutieusement préparé afin d'éviter qu'aucun arbitraire dû à un découpage contestable de circonscription ne puisse favoriser les uns au détriment des autres. Or, la nouvelle répartition a donné aux travaillistes 13.209.400 voix et 314 sièges, alors qu'en 1945, 11.967.985 voix leur avaient assuré 390 sièges !

On peut faire la même constatation avec les libéraux qui ont augmenté leur nombre de voix et...

perdu deux sièges ! Une question des lors se pose : de deux découpages, l'ancien et le nouveau, quel est celui qui se rapproche le plus de l'équité ? Réponde qui pourra.

Pour nous, nous découvrons dans cette manifestation électorale, une nouvelle preuve de l'impuissance de la politique. En 1939, l'Angleterre était « conservateur », en 1945, travailliste. La voilà aujourd'hui hésitante entre les deux grands partis à un tel point que l'on va être obligé de recommencer afin de choisir l'un (Suite page 2, col. 5.)

## PARIS, Ville Lumière... HOTELS MEUBLÉS

C'EST partout la même chose : en haut, en bas, en face, derrière, là-bas... Partout, partout ! Devant l'immensité de la détresse que dissimulent les abaissements de la Ville-Lumière, les mots deviennent ridiculement faibles, le vocabulaire apparaît d'une pauvreté extrême : obscurité, vétusté, légèreté, crasse... Mais oui, je sais, je sais ! Par moment, je songe qu'il faudrait peut-être mieux pousser un immense éclat de rire et tout planter là et partir, je ne sais où, mais loin de ces hommes, tous misérables, qu'ils soient riches ou pauvres... Découragement fugitif. Abandonner, ce serait me trahir moi-même.

On compte dans la région parisienne 11.500 hôtels meublés où s'entassent environ 8 à 9.000.000 personnes. A part quelques rares exceptions dues à l'intelligence d'hôteliers qui entendent maintenir leur bien, le meublé est toujours lugubre, sale, voué à tous les abandons.

Que ce soit dans le 13<sup>e</sup>, dans le 20<sup>e</sup>, le 11<sup>e</sup>, à Boulogne-Billancourt, à Courbevoie ou ailleurs, le même spectacle se répète : literie et meubles pourris, cham-

bres étroites, papier peint maculé, décoloré, commodités élémentaires : eau, w-c, limitées à un minimum d'époques révolues ; éclairage sordidement réduit, entassement incroyable de familles allant de deux à sept et même huit personnes sur une surface moyenne de 10 à 15 mètres carrés.

Les loyers se situent entre quatre à cinq cents francs par semaine, soit annuellement de 20.800 à 26.000 francs,

sans compter certaines charges comme l'eau par exemple pour laquelle il est admis par la commission paritaire (Hôteliers et Syndicat des locataires), une redevance de 100 fr. par mois ! Le taux de ces loyers, considérable si on le place en regard des salaires, n'est cependant en général qu'au coefficient 6 ou 7 (1). Et les hôteliers ont beau jeu de se plaindre, le coût de la vie étant au moins à celui de 20, les impôts ayant considérablement augmenté. Mais ce raisonnement n'est valable que pour ceux

## LA PAIX AU VIETNAM ! La police matraque les étudiants

Plusieurs centaines d'étudiants se sont groupés samedi 24 février autour d'un objectif précis : Manifester contre le colonialisme, contre la guerre au Viet-Nam, contre la discrimination raciale. Unis dans un même élan, des étudiants de toute appartenance ont montré qu'ils étaient prêts à passer à l'action.

Des midis, les autorités universitaires avaient pris soin de fermer toutes les issues de la Sorbonne. Aussi, c'est dans la cour de la Faculté de Médecine que les étudiants se rassemblèrent. Divers orateurs prirent la parole pour exprimer la solidarité étudiante avec les peuples opprimés. Dehors se mêlaient les appels des vendeurs de « Clartés » (commun.) de « Positions » (chrétiens) et aussi de notre « Libertaire », lorsque soudain les « gardiens de la paix » passèrent les menottes à deux étudiants qui distribuaient des tracts et les conduisirent au poste. Mais avec un magnifique enthousiasme, environ 500 étudiants prirent la même direction et au cri de « Libérez les copains », mirent

le siège devant le commissariat du V<sup>e</sup>. Les Shires de la IV<sup>e</sup> République en profitèrent pour faire une sortie massive et matraquaient et péroraient en entrant en action. Une course-poursuite s'organisa sur le Boul'Mich, et malgré les « mords » et les « paniers à salade », les étudiants tirèrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », défilant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flics en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu de mes yeux M. le commissaire du V<sup>e</sup> traîner une étudiante par les cheveux, alors que rue Soufflot, un autre shire brisait le guidon de sa bicyclette sur le crâne d'un manifestant. L'agent 3.240 se distingua par son zèle en bousculant, alors qu'il n'en avait même pas reçu l'ordre, une camarade de la F.A. De plus, les bravaches R.P.F. du quartier, ce qui n'étonnera personne, couvraient odieusement les manifestants d'injures. (Suite page 2, col. 6.)

Voir le Libertaire du 24-17-7 et 1<sup>er</sup> février 1950.

(Suite page 2, col. 3.)

En 3<sup>e</sup> page, dans l'article extrait de la « Révolution Inconnue », de Voline, nos lecteurs pourront lire comment les marins de Cronstadt auraient résolu le problème du logement à Paris, devenu réellement : Ville-Lumière.

## Abonnez-vous

Nom : .....  
Prénom : .....  
Rue : ..... N° .....  
Lieu : .....  
Département : .....  
déclare souscrire un abonnement au Libertaire pour une durée de  
6 mois (1) ..... 250 fr.  
1 an (1) ..... 500 fr.  
et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561-78 Paris, Robert Joulin.  
(1) Barrer la mention inutile.

## La lutte sourde des services secrets LA CORRUPTION DES POLICES POLITIQUES Scandale du scandale de "l'Affaire"

S l'affaire des généraux a mis en lumière la vénalité des parlementaires, l'arrivisme forcené du grand Etat-Major, l'écœurante servilité des hauts fonctionnaires, l'activité des services secrets au cœur de ces tripotillages pour être aussi certains, n'en reste pas moins révéleuse d'une des plus habituelles traditions cultivées dans ces organismes.

Le caractère mystérieux du rôle joué par ces officines tient d'ailleurs plus à l'ambiguïté de leurs déclarations, à l'incroyable enchevêtrement de leurs « opérations », à la confusion que créent les luttes intestines qu'elles se livrent entre elles, aux rivalités qui opposent, au sein de chacune d'elles, des clans rivaux à la solde des différents « gangs » qui se disputent le pouvoir, qu'à un manque d'information sur leurs activités.

Le public, aux prises avec les malheureuses rébarbatives qui désignent ces différents bureaux de renseignements, a du mal à saisir les mobiles qui ont dicté leurs attitudes au cours de l'enquête préliminaire déclenchée à la suite de la bagarre « de l'autobus de la gare de Lyon ».

Il existe actuellement deux grands services de contre-espionnage : la S.D.E.C.E. (section documentation, d'enquête et de contre-espionnage), rattachée à la présidence du Conseil, et la D.S.T. (direction de la surveillance du territoire), rattachée au ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire de la Sû-

reté Nationale, auxquels s'ajoutent le service des renseignements généraux (police politique), également rattaché à l'Intérieur, ainsi que les bureaux particuliers du ministère de la Guerre et du ministère des Colonies, ce dernier spécialement créé à l'occasion des événements d'Indochine.

A l'origine, ces services étaient dirigés par des officiers de l'entourage du général de Gaulle. Passy à l'ex-D.G.E.R., devenue la S.D.E.C.E. comme Wybot de la D.S.T., ainsi que de nombreux militaires fonctionnaires de ces services appartenant au groupe d'émigrés de Londres. Par la suite, les transformations survenues dans la composition du gouvernement devaient amener des changements importants. Passy était remplacé par le socialiste Ribière, alors que Wybot demeurait à son poste. La lutte s'engageait donc entre ses deux organismes d'inspiration politique différente.

Mais si la S.D.E.C.E. passait aux mains des socialistes, un de ses plus importants services (renseignements généraux), restait dirigé par un gaulliste impénitent, le colonel Fourcaud, ce qui explique l'attitude contradictoire de cet organisme au cours de l'affaire des généraux. D'autre part, si le gaulliste Wybot se maintenait à la tête de la D.S.T., la Préfecture de Police étant devenue le fief de M. Berthelette, créature de Jules le matraqueur et d'obédience socialiste, les mêmes luttes sournoises s'y installaient.

(Suite page 2, col. 1.)

## Terreur en Espagne

BARCELONE Dans le secret le plus strict, 16 antifranquistes, parmi lesquels le militant de la C.N.T. José LOPEZ PENEDO, ont été fusillés le 5 février.

MALAGA Au cours de la semaine du 5 au 12 février, le nombre des perquisitions chez les particuliers, ainsi que des arrestations opérées parmi les éléments appartenant aux Organisations Confédérales, a été particulièrement élevé.

Le militant Gutierrez ALVARES, très estimé parmi les ouvriers de Malaga, a été arrêté et cruellement martyrisé par la garde civile à la Caserne de NATERRA. Antonio JAIME, accusé de réorganisation clandestine de la C.N.T., a été arrêté.

CADIX Victimes d'un mouchard, un groupe d'hommes libres du maquis d'Andalousie ont été lâchement attaqués entre les villes de ALCALA, de LOS GAZULES et MEDINA SIDONIA, par des forces conjuguées de la police et de l'armée franquiste, s'élevant à au moins 5.000 hommes. La lutte a fait rage pendant environ quatre heures, 20 hommes du groupe antifranquiste, dont le militant bien connu Bernardo LOPEZ, y ont trouvé la mort. Un nombre sensiblement équivalent de policiers et de phalangistes ont été également tués.

MADRID Alors qu'il se rendait à son travail, le militant de la C.N.T. Antonio ARANDA, a été attaqué par la police franquiste qui, sans aucune sommation, a tiré sur lui plusieurs coups de feu, le blessant grièvement. Arrêté, il a été mis au cachot à la « Dirección de Seguridad » (Direction de la Sûreté) où il est tous les jours sauvagement martyrisé.

Le Comité de Défense Sociale, indigné par la recrudescence de la répression franquiste, appelle tous les hommes libres à appuyer son action en faveur du peuple espagnol écrasé par la sanglante dictature des militaires et des curés.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE  
145, quai de Valmy.







# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LE POUVOIR dans le pouvoir

On considère souvent que la société est régie par un seul pouvoir, une seule autorité gouvernementale, une seule puissance publique. Un examen approfondi de la réalité politique nous montre que toute une floraison de pouvoirs coexiste, pouvoirs à la fois collaborateurs et rivaux.

Sans doute coopèrent-ils à restaurer l'ordre public mais chacun d'eux émet le principe de contrôler des sujets, de les capter, de les plier sous leur obédience.

Sans être étatiques, c'est-à-dire considérés comme des organes de l'administration de l'Etat, ces pouvoirs, qui prennent un caractère social vivant à son ombre et exercent leurs pouvoirs sociaux visant des fins propres.

Ces autorités se combattent entre elles, chacune s'efforçant de grandir aux dépens de l'autre et l'Etat lorsqu'il devra pour le châtier de dépasser la mesure se pose en gardien de la sécurité publique.

Donc il nous est facile d'observer la structure et la consistance de la société politique lorsque nous connaissons que le caractère essentiel de cette société c'est d'absorber des forces sociales qui se chicanent pour le pouvoir.

Cette constellation de pouvoirs nous apparaît aujourd'hui dans les pouvoirs fragmentaires qui visent pourtant au pouvoir total et qui se nomment : R.P.F., P.C.F., syndicalisme réformiste pour parler les plus importants appelés à englober dans une pensée de leur lutte les autres forces, M.R.P., Parti Socialiste. Toutes ces forces n'ont qu'un but : le pouvoir, c'est-à-dire s'emparer de la chambre aux machines qui permet de s'attribuer tous les leviers de commande d'un Etat moderne. Toutes ces forces détentrices de pouvoirs secondaires mais aspirant au pouvoir total varient leurs motifs pour arriver à leurs fins.

Mais un fait reste invariable : c'est la prétention d'accomplir le bonheur du peuple.

Et comme nous savons que ces forces avides de pouvoirs s'identifient au peuple, on peut comprendre que lorsqu'elles parlent de bonheur du peuple il s'agit de leur bonheur personnel qui ne peut être tel qu'avec l'octroi du maximum de Pouvoir, du maximum de commandement, du maximum d'obéissance.

### METHODES DIVERSES : BUT IDENTIQUE

Le R.P.F. veut rassembler le peuple français et ce qu'il entend par là c'est tout le monde, sauf les opposants. Le P.C.F. veut créer le parti unique, le parti ouvrier français où se trouveront tous les bons citoyens ce qui exclut les mauvais.

Le R.P.F. veut un Etat fort, capable de gérer la maison France sans que les locataires soient par trop brimés.

Et son principe est l'exaltation de l'élite contre la masse, l'ordre contre le progrès social. Son idéalisme c'est la France, fille aînée de l'Eglise, la grande France, le principe des Empires, la fidélité aux traditions.

Il désire une dictature par le sommet que les communistes appellent dictature réactionnaire, dictature exercée par les hauts fonctionnaires, les techniciens, les scientifiques siégeant dans les deux chambres et barrant la route aux élus mandatés par l'ouvrier, le paysan, le petit commerçant.

Innovation : le notaire, l'avocat, le médecin ont été remplacés par le métallurgiste, le paysan, le commerçant. Ces derniers doivent être supplantés à leur tour par l'économiste, l'ingénieur, le savant.

Le Parti communiste prend le contre-pied de ce principe puisqu'il affirme que sa dictature est révolutionnaire. Il

dit vouloir le progrès contre l'ordre, son idéalisme exalte le citoyen et le collectivisme. Il veut aller à l'encontre de toutes les valeurs traditionnelles et abolir les privilèges. Mais cela ne sera possible qu'en permettant à une élite ouvrière d'accéder aux fonctions primordiales que la haute bourgeoisie détient en utilisant les représentants du peuple. D'où nécessité de forger un Etat de type nouveau avec un pouvoir plus fort que le précédent, pouvoir qui

par ZINOPOULOS

n'admettra qu'une seule direction, qu'une seule ligne, qu'une seule morale, qu'une seule vérité, qu'une seule justice : celle du Parti

L'égalité bourgeoise devant la loi est remplacée par l'égalité civique devant les lois du Parti. Le Parti est la classe dominante avec les privilèges économiques et les voluptés autoritaires que cette appartenance comporte.

### LE SECRET DE L'HISTOIRE

L'Histoire apparaît dans ce domaine plus comme une lutte de pouvoirs que comme une lutte de classe.

Les états communistes sont-ils destinés à être moins virulents, moins agressifs, moins militaristes, moins politiques, moins guerriers que les états capitalistes ? Ce n'est pas sûr. Puisqu'il est question de fixer juridiquement les rapports des Etats communistes entre eux. Aujourd'hui nous savons que de tout temps la guerre fut l'industrie courante des Etats s'arrachant leurs richesses et leur prospérité.

Dans l'époque antique la guerre est une razzia, que font les Etats rivaux sur la main-d'œuvre, les terres, les trésors.

Le motif est resté le même dans tout le moyen âge avec des nuances exigées par le développement des idées et des sentiments.

Aujourd'hui, on ne peut pas ne pas voir le même principe adapté au progrès technique et aux grandes agglomérations.

On dit que la guerre, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens. Or, quel est ce que la politique (si) sinon l'ensemble des rapports des Etats entre eux, rapports de puissance, rapports de proie, rapports d'hégémonie.

L'époque actuelle, c'est l'époque des grands Etats, grands Etats qui subissent le rayonnement et l'influence politique des grands : l'U.R.S.S., les U.S.A. : Population nombreuse, industrie puissante, agriculture prospère, richesses de matières premières introuvables, puissance militaire monstrueuse, ce sont là les atouts de ces deux grands dont la rivalité forme l'Histoire du monde actuel.

Le socialisme nous a enseigné que le capitalisme était la cause originelle de la guerre. Il semble que le Pouvoir politique a été poussé au second plan à tort. Mais pouvait-on parler de détruire le Pouvoir lorsqu'on voulait s'en servir ? Les intérêts politiques sont aujourd'hui plus forts que les intérêts économiques. La preuve la plus manifeste est représentée par les deux Etats qui mènent la politique mondiale. Leur système de production est mobilisé presque entièrement pour satisfaire leur marché intérieur. Ce point de vue est confirmé par la faiblesse du commerce extérieur soviétique, il est confirmé aussi par le commerce extérieur américain qui avec son système de dons, vise à maintenir des zones économiques saines pour juguler le mécontentement populaire grave canalisé par l'Etat-major communiste mondial lui-même dans les mains de l'Etat « socialiste » concentrationnaire.

Les petites causes ont de grands effets. L'asservissement appelle l'asservissement, mais il appelle aussi la liberté. Un Etat ne peut considérer la pression qu'un autre Etat exerce sur ses

### LE MIMETISME DES ETATS

Un Etat ne peut considérer la pression qu'un autre Etat exerce sur ses

(1) Nous donnons ici au mot politique son sens le plus élevé.

sujets sans être amené par un mimétisme monstrueux à adopter les mêmes méthodes et se servir d'un climat de guerre pour les justifier si l'opinion publique réagit.

C'est ce qui explique pourquoi les U.S.A. glissent vers un fascisme militariste, vers une persécution (qui n'en est qu'à ses débuts) de tout ce qui est subversif, l'intelligence des politiques et des militaires interprétant les principes antimitaristes, anticapitalistes et antitotalitaires comme des faits ayant leur source à Moscou. Aucune discrimination n'est faite entre les représentants d'une dictature mondiale exploitant les iniquités de l'inégalité sociale, et les forces humanistes visant à détruire le principe et l'institution de l'Etat, du Pouvoir et leurs appendices, non pas dans un seul pays mais dans tous les pays, y compris en U.R.S.S.

Quand donc les masses ouvrières, les paysannes, et tous les éléments intermédiaires ou extérieurs intéressés à un climat pacifié, à une rupture avec l'horreur accrue des guerres modernes, entreprises d'Etats, quand donc l'opinion publique dégoûtée de l'envolement des Pouvoirs et la magie des propagandes hystériques, quand donc les hommes et les femmes de bonne volonté comprendront que le Pouvoir est l'origine de tous les maux et la cause de toutes les catastrophes, l'origine des guerres, du colonialisme, de l'abaissement d'ensembles humains, quand donc se sera-t-on pénétré que le Pouvoir et l'appât de conquête sont étroitement liés et que malgré certaines phases d'engourdissement, le Pouvoir se réveille plus fort, pour finir là où il trouve la faiblesse et l'indifférence. Dans leurs luttes féroces, les Etats engloissent des générations. L'Histoire porte-elle en son sein l'engloissement des Etats ?

## LES LETTRES

### De quelques Revues

On continue à nous donner, et nous serions bien les derniers à nous en plaindre, des fragments de l'œuvre de Simone Weil. Dans le numéro 26 de la Table Ronde est publiée une Note sur la suppression générale des partis politiques d'où l'extrait ce passage significatif :

« Pour apprécier les partis politiques selon le critère de la vérité, de la justice, du bien public, il convient de commencer par en discerner les caractères essentiels.

On peut en énumérer trois.

Un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective.

Un parti politique est une orga-

nisation construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres.

La dernière fin, et, en dernière analyse, l'unique fin de tout parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite.

Par ce triple caractère, tout parti est totalitaire en germe et en aspiration.

S'il ne l'est pas en fait, c'est seulement parce que ceux qui l'entourent ne le sont pas moins que lui. C'est clair et il y en a trente pages comme cela. D'autre part, on nous annonce chez Gallimard : La connaissance surnaturelle du même auteur.

## A la devanture du libraire

Dominique PONCHARDIER, agent de renseignements de la Résistance, publie dans *Combat* ses souvenirs, extraits d'un livre publié chez Gallimard « Les pavés de l'Enfer ». Ce livre objectif, non déformé par les passions partiales, est un des premiers romans sérieux sur la Résistance, sans faux lyrisme ni développements romantiques, genre « contre-espionnage ».

Tous nos lecteurs ont écouté, au moins une fois, l'émission : « Plaisir de la musique » de Roland MANUEL au cours de laquelle l'auteur et Nadia TA-GRINE nous enchantent par leurs spirituels dialogues qui introduisent agréablement et instructivement l'audition d'œuvres aussi variées que bien choisies. Il aurait été dommage que le parcours de leur « machine à explorer le temps » et c'est une des dernières questions venues à l'esprit, n'ait pas été noté étape par étape. Les Editions du Seuil ont pallié à ce qui aurait été une lacune et viennent de nous donner le second volume de ces entretiens. Le premier nous éclairait sur : « Les éléments de la musique », le second nous conduit en passant par les différents « esprits des musiques » française, italienne, autrichienne, etc., à travers « La musique jusqu'à Beethoven ».

L'intérêt de ces deux volumes est grand puisque, en plus d'une Histoire de la musique, ils sont un vrai « manuel de l'auditeur » avec pour ceux qui vou-

draient faire ou parfaire leur culture musicale, des références à des disques, choisis parmi les meilleures interprétations. Tout cela sous une forme si peu scolaire que ces entretiens se lisent plus passionnément qu'un roman. Nous attendons le troisième volume.

Sur l'épineuse question des « sérum de vérité » et autres drogues, Jean ROLLIN publie chez Plon Ed. : « Drogues de police ». Après une sérieuse étude scientifique des stupéfiants, de la narco-analyse, il pose le problème moral de l'emploi de tels moyens d'investigation ramenant l'individu à un objet, techniques qui nous sont promises dans toute société totalitaire.

Maurice LIME, ajusteur mécanicien, vient de nous donner un roman rude et puissant qui peint, dans le décor d'une usine en grève, la classe ouvrière non sous des dehors idéalistes mais en montrant son vrai visage de prolétaire gaulois aux prises avec un monde écrasant. Il faut lire « Les belles journées » de Maurice Lime (Editions Bière).

André et Dori PRUDHOMME font paraître, chez « Spartacus » : *Spartacus et la commune de Berlin 1918-1919* avec les témoignages politiques de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

### ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 fr. (320 fr.). — M. BAKOUNINE : La Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — P. GILLES : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mont Communisme, 200 fr. (220 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 100 fr. (130 fr.). — LYG : Vers un monde libertaire, 15 fr. (25 fr.).

### REVUES

« Etudes Anarchistes », n° 2, 3 et 5, le n° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », n° 34, le n° 40 fr. — « Défense de l'Homme », n° 18, le n° 40 fr. — « L'Unique », n° 45, le n° 15 fr. — « L'Idée Libre », le n° 20 fr.

### SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre

## Cronstadt se dresse CONTRE L'IMPOSTURE BOLCHÉVISTE (Mars 1921)

Le 28 février 1921, les équipages des navires « Petropavlovsk » et « Sébastopol » ancrés en rade de Cronstadt se soulevèrent pour appuyer la lutte des ouvriers de Pétersbourg contre la dictature militaire de Trotsky. Rapidement le mouvement s'étendit à toute la flotte de Cronstadt.

La révolte de Cronstadt qui devait être noyée dans le sang était commencée. Nous donnons ici un extrait de la « Révolution Inconnue » de Voline qui explique le mécanisme de l'organisation de la « Commune Libre de Cronstadt » créée par les marins anarcho-syndicalistes en lutte contre la dictature du Parti Communiste de Lénine-Trotsky.

N.D.L.R.

la mise en fonction d'un service de réparation, de constructions nouvelles, etc...

Un meeting populaire monstre chargea définitivement quelques membres du soviet — socialistes-révolutionnaires de gauche et anarcho-syndicalistes — de parler de la question à la prochaine séance plénière.

En conséquence, un projet détaillé, établi par les mandataires, fut déposé au bureau du soviet.

L'article premier déclarait : « Désormais, la propriété privée pour ce qui concerne les biens fonciers et les immeubles est abolie ».

D'autres articles spécifiaient :

— La gestion de tout immeuble inoccupé sera désormais au « comité de maisons », élu par l'ensemble des locataires.

— Les affaires importantes concernant un immeuble seront discutées et résolues par des assemblées générales des locataires.

— Les affaires concernant l'ensemble d'un quartier seront examinées aux assemblées générales de ces habitants ; des « comités de quartier » seront désignés dans leur sein.

— Les « comités d'arrondissements » s'occuperont des affaires touchant tout un arrondissement.

— Enfin les délégués de tous les arrondissements de la ville formeront le « Bureau exécutif urbain des comités de mai-

sons » lequel prendra à sa charge les affaires concernant la ville entière.

Les membres bolcheviques du soviet demandèrent de reporter à huit jours la discussion du projet, prétextant l'importance du problème et la nécessité d'un examen approfondi.

Ce délai accepté par le soviet, ils se rendirent à Pétersbourg afin d'y obtenir des instructions du « Centre ».

À la séance suivante, les bolcheviques demandèrent le retrait du projet déposé. Ils déclarèrent notamment qu'un problème d'une telle importance ne pouvait être résolu autrement que par l'ensemble du pays ; que Lénine était déjà en train de préparer un décret à ce sujet et que dans l'intérêt même de la question, le soviet de Cronstadt devait attendre les instructions du « centre ».

Les socialistes révolutionnaires de gauche, les maximalistes et les anarcho-syndicalistes demandèrent la discussion immédiate et obtinrent gain de cause. Au cours des débats, l'extrême-gauche souligna la nécessité de passer au vote aussitôt après la discussion et de procéder à la réalisation immédiate du projet s'il était adopté.

Alors les bolcheviques et les sociaux-démocrates (menchéviques) formèrent un « front unique » se levèrent et quittèrent la salle. Des applaudissements ironiques nourris et des cris : « Enfin ça y est, les voilà unis ! » accompagnèrent leur geste.

Rien n'y fit. Bientôt, les comités (des immeubles, des quartiers, etc...) furent constitués et commencèrent à fonctionner. Le projet resta en vigueur. Le principe, « chaque habitant a droit à un logis convenable » devint une réalité.

Toutes les habitations furent méthodiquement visitées, examinées et recensées par les soins des comités aux fins d'une répartition équitable.

On découvrit, d'une part, des taudis horribles où s'entassaient des malheureux, parfois plusieurs familles ensemble, alors que des appartements de 10 à 15 pièces, ensoleillés et confortables n'étaient occupés que par quelques personnes seulement. Le directeur de l'Ecole des Ingénieurs par exemple, célibataire, occupait à lui seul un appartement luxueux de 20 pièces. Et lorsque la commission se présenta pour recenser son appartement et diminuer son « espace vital » au profit de quelques malheureuses familles arrachées à quelque taudis malsain, il protesta bruyamment et qualifia cet acte de « véritable brigandage ».

Bientôt tous ceux qui remplissaient des baraquements insalubres, des mansardes infectes ou des sous-sols immondes purent être logés dans des locaux un peu plus sains et confortables.

## ALERTE !

(Suite de la première page)

« de nature à les empêcher de fonctionner ou à provoquer des accidents, « sera coupable de trahison... »

« PAR QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT », est suffisamment éloquent. La moindre allusion, le moindre écrit public, dirigés contre l'armement, contre la guerre et *soit* en quelque lieu que ce soit d'un acte de sabotage, d'une grève dans une usine travaillant directement ou indirectement pour la défense nationale, tombent ainsi sous le coup de la loi. Il n'y a pas d'équivoque possible. Soumis à l'appréciation d'une magistrature dont on connaît la soumission, ces textes sont virtuellement privés de la liberté de pensée, d'expression, de réunions, de presse.

Au moment où semble s'engager une bataille sociale d'envergure, le gouvernement veut soutenir le patronat au moyen d'une loi qui placera toute la population sous la férule de la caste corrompue des militaires.

Nous criions alerte ! Nous avons de bonnes raisons de penser qu'un véritable complot se prépare en ce moment même au sein même du gouvernement, avec l'approbation du gouvernement, complot dirigé contre la classe ouvrière, contre les libertés syndicales, contre la liberté tout court. Bidault, le jésuite, suivi par son équipe de réactionnaires du meilleur crû, veut nous museler. Nous répondrons, le cas échéant et comme il convient : par des actes.

Jean CLARI.

### CE QU'EST L'ANARCHISME

F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BESNARD : Le Fédéralisme Libertaire, 10 fr. (20 fr.). — C.-A. BONTEMPS : L'Esprit Libertaire, 5 fr. (10 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 30 fr. (40 fr.). — Communisme et Anarchie, 10 fr. (20 fr.). — Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCKER : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — Y. FOYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLES : L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T.L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMME : Catalogue Libertaire (1936-1937), 40 fr. (50 fr.). — G. LEVAL : Anarchisme et Abondantisme, 30 fr. (40 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie,

10 fr. (20 fr.). — A mon Frère le Payan, 10 fr. (20 fr.). — G. BERNIERI : La Société sans Etat, 20 fr. (30 fr.). — L. MICHEL : Prise de Possession, 15 fr. (25 fr.). — M. LATESTA : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : Les Anarchistes, 20 fr. (30 fr.). — J. GRAVE : La Société mourante et l'Anarchie, 125 fr. (155 fr.).

### CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'interprétation Marxiste, 5 fr. (8 fr.). — E. RECLUS : La Peine de Mort, 5 fr. (8 fr.). — P.J. PROUDHON : La Justice poursuivie par l'Eglise, 500 fr. (570 fr.). — La Révolution Sociale, 500 fr. (570 fr.). — Lettres aux Propriétaires, 500 fr. (570 fr.). — Principes d'Organisation politique, 500 fr. (570 fr.). — J. DUBOIN : L'Economie Distributive, 75 fr. (90 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révolution et le estado

Mort 570 fr. (640 fr.). — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infinit, 200 fr. (230 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (340 fr.). — J. VAITIN : Sans Patrie ni Frontière, 595 fr. (665 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 480 fr. (550 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportation en Sibérie, 295 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Afrique Touloire, 380 fr. (425 fr.). — GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.).

### HISTOIRE

LISSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — Crapouillot : Histoire de la Guerre (fasc. I), 250 fr. (295 fr.). — (fasc. III), 250 fr. (295 fr.). — (fasc. IV), 300 fr. (345 fr.). — (fasc. V), 300 fr. (345 fr.). — Bobards 3945 : 300 fr. (320 fr.). — François BARRET : Histoire du Travail, 50 fr. (65 fr.). — DOLLENS : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450 fr. (495 fr.).

Préface d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si les colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (8), C.C.P. 5561-76.



# REJETONS LES 5% DU PATRONAT !

## Stabilité gouvernementale d'abord

VOUS pensez bien qu'aujourd'hui comme hier, et sans doute aussi bien que demain, les salariés doivent savoir attendre. La patience, la sauvegarde de l'intérêt général, voilà ce qu'ils doivent avoir toujours présent à l'esprit. En somme, on leur demande peu. Ils seraient mal venus de s'impatients. Notre vertueuse France aux sommets intègres ne comprendrait pas leur révolte. Les sacrifices doivent être partagés. On nous l'a répété sans relâche, on nous l'a fait sentir sans ménagements. De Thorez, avec « produire d'abord », à de Gaulle, avec « retrouvons nos manches ». D'un bord à l'autre des assemblées de vertueux notables, comme à tous les étages de la presse dite « grande ». Un chef d'orchestre clandestin menait la danse avec maestria.

Suivant la voie de leurs glorieux prédécesseurs, nos actuels dirigeants rappellent opportunément les nécessités de l'heure, qui n'ont pas varié. Ils préconisent d'exemple... sur le dos des fonctionnaires et assimilés.

Devant la vague de grèves qui fait plier quelques patrons, M. Bidault a déclaré : « L'impératif de l'heure, c'est la politique générale de stabilité du gouvernement. Je mets en garde les directeurs des entreprises du secteur public qui seraient tentés d'accorder satisfaction aux demandes de revalorisation de salaires, même si leurs disponibilités le leur permettent ».

Il a oublié d'ajouter : « Et que crévent les salariés ».

Nos ministres et députés n'ont pas fait tant d'histoires pour relever « l'indemnité » parlementaire de neuf mille francs par mois. Il est vrai que c'était un moyen d'assurer cette fameuse stabilité gouvernementale.

Ainsi, même si les disponibilités financières le permettent, il faut refuser les augmentations de salaires. Mais il ne saurait être question, naturellement, de réduire les scandaleux émoluments des députés, ministres, généraux, de tous les grands directeurs des différentes administrations, qui pullulent comme moustiques par temps d'orage. Encore moins d'en réduire le nombre.

Stabilité gouvernementale, messieurs, par le raccourcissement du bout de fromage et du morceau de pain sec accordés généreusement aux travailleurs. Lesquels ne sont plus des esclaves, évidemment. Simplement du matériel, dont on évite l'usure trop rapide par quelques gouttes d'huile chichement mesurées.

Le prolétariat ne tiendra pas compte de ces raisons d'Etat, dont il fait éternellement les frais. Il n'a pas à chercher si le gouvernement lui est, ou non, favorable : il est TOUJOURS contre lui.

Tant que des gens vivront grassement nous protesterons contre la misère des autres. Nous nous moquons éperdument de la continuité ministérielle. La preuve est suffisamment faite, depuis que les crises nous habitent à vivre sans gouvernement pendant des semaines, que nous pouvons nous en passer facilement.

Gouvernés ou non, ce que nous voulons d'abord, c'est VIVRE. SANS GARDES-CHOUERME.

René GUY.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

Ce qui manque à ces grèves :

## L'ÉLAN DES 40 HEURES

A l'heure où nous écrivons, il y a 180.000 grévistes dans la région parisienne. Mais dans quelques entreprises, dont la maison Panhard, la grève a été repoussée. A une faible majorité, il est vrai. Cependant, là où elle a été votée, la majorité n'était pas très forte, sauf de rares exceptions. A la SNECMA, c'est encore mieux : tout en étant d'accord pour l'arrêt du travail, les ouvriers ont décidé d'attendre le résultat du référendum dans les autres succursales. A première vue, cette position semble logique. Mais on oublie un peu facilement l'effet psychologique de l'exemple.

Il y a une malaise ouvrière qui se traduit par ces hésitations. Deux sentiments se partagent le cœur avec des chances égales : d'une part, la nécessité de « faire quelque chose » ; d'autre part, la quasi-conviction que la grève

ne résoudra rien, même si les patrons accordent les augmentations de mandées. La conviction de travailler pour le roi de Prusse. C'est ce qui les incite à n'opposer aucune résistance à l'occupation des usines par les C.R.S., ajoutée à cette idée que la grève sur le

par Fernand ROBERT

tas n'a plus aucune valeur. Ce en quoi ils ont raison.

Si, comme nous l'avons dit la semaine passée, les transports ne se mettent pas de la partie, ce mouvement ne restera qu'un avertissement. C'est, en définitive, ce qui est à craindre.

Ces grèves manquent de nerf. Quelles sont leurs bases ? Dans la grande généralité, la revendication-clé, ce sont les trois mille francs. Que seront trois mille francs dans la poche d'un prolétaire en gaines actuellement quinze ou dix-huit mille ? Un os à ronger. Ce n'est pas un mot d'ordre qui déplace les foules. Les ménagères savent parfaitement, aujourd'hui, qu'il faut trente mille francs par mois pour « tenir le coup ». Or, une seule organisation pose cette suggestion, c'est la FNSA, dans « Action Ouvrière », qui réclame 29.000 francs par mois pour le manoeuvre, en prenant pour base le salaire de 1938. Chiffres à l'appui, elle démontre que cette somme ne saurait être considérée comme démagogique. Mais allez dire cela aux ouvriers : ils vous riront au nez. Car, vous diront-ils, si j'ai 29.000 francs, combien donnerai-je à l'ingénieur ? Tout est là. Le prolétariat craint d'être à nouveau roulé, il ne veut plus subir la loi des cadres. Le fossé se creuse de plus en plus entre la base et la maîtrise. Mais les diverses centrales

n'en veulent tenir aucun compte, du moins pour l'instant, de peur de se couper d'une partie de leurs cotisants. Il faudra pourtant bien en arriver à un jour, puisque les cadres refusent de considérer autre chose que leur propre intérêt.

D'autre part, il faut noter un fait important : c'est le silence total autour des quarante heures. Personne n'en parle. Or, c'est une revendication chère au prolétariat, et peut-être la seule susceptible de rencontrer l'adhésion totale. C'est en tous cas celle-là qui donnerait l'élan nécessaire à la grève générale et emporterait en même temps toutes les autres.

Le prolétariat n'est pas si poire qu'on le croit. Ce qu'il ne peut exprimer, il le sent. Et il sent bien que cette réticence cache quelque chose. C'est que les organisations ouvrières ont peur des 40 heures. Malgré tous leurs bureaux d'études, leurs commissions, leurs statistiques, elles n'ont pas la certitude que les 40 heures assureraient une production suffisante. Elles n'en parlent que comme d'un but lointain. Elles ont peur de créer des embarras insurmontables aux petits amis ministres ou futurs ministres. Elles ont peur d'être mises à l'épreuve. Il y a 400.000 chômeurs en France, cinq millions aux U.S.A., deux millions en Allemagne, autant en Italie. Il y en a partout, mais cela ne suffit pas. Il y a trop de vin, de sucre, de blé, de charbon même, et on nous annonce que la Pologne s'inquiète du stock qui s'accumule sur le carreau des mines. Il y a trop de tout, mais nos savants syndicalistes-économistes ne sont pas convaincus. Ils ont peur d'une sous-production ! Ils ont peur de tout.

Ils préfèrent lancer les ouvriers dans une aventure dont ils savent à l'avance le maigre résultat. Ils ne veulent créer d'ennui à quiconque, et c'est pour cela qu'ils n'osent pas demander les 30.000 francs mensuels.

Toutes ces faiblesses sont à la base du malaise intérieur de ce mouvement de grève, qui eût dû s'amplifier rapidement, car il est largement justifié.

Nous répétons qu'aussi longtemps qu'on ne changera pas de tactique de combat, aussi longtemps qu'on ne s'orientera pas vers la grève gestionnaire et générale, aussi longtemps qu'on s'en tiendra à des revendications ridicules et dépassées, en partant à la bagarre en ordre dispersé, le prolétariat ne suivra qu'avec répugnance.

Ceux d'entre nous qui sont dans les centrales ayant quelque valeur en nombre se doivent d'influencer les responsables en ce sens.

En leur rappelant que les quarante heures nous intéressent autant — sinon plus — que les augmentations de salaires NON HIERARCHISEES.

LE GROUPE ANARCHISTE RENAULT.

## EFFERVESCENCE DANS LES BANQUES

Les travailleurs qui croient encore à l'efficacité du régime parlementaire, et partant, aux textes législatifs sont servis.

Depuis plusieurs mois les cadres syndicaux des centrales, dites grandes, réclamaient la libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives.

La loi tant attendue a donc été votée le 11 février 1950 sous le n° 50-205 et les employés de banque, comme tous les travailleurs d'ailleurs, de se réjouir. Enfin les patrons ne pourront plus se retrancher derrière le gouvernement, fini le blocage des salaires...

Il leur faut, hélas ! déchanter, le jeu de cache-cache n'est pas terminé.

La déclaration équivoque de G. Bidault à Saint-Etienne trouve sa contrepartie dans la double mise en garde adressée au Patronat à la Conférence de l'Hôtel « Matignon ». C'est là que se perpétuent les mauvais coups, souvenez-vous des accords du même nom.

Cette Conférence était d'ailleurs inutile, les violons étant déjà accordés ; il suffit pour s'en convaincre, de comparer la position gouvernementale à ladite Conférence, et l'article du Président du C.N.P.F. paru dans le bulletin de cette organisation sous le titre « Profession ou Politique ».

La place nous manque pour reproduire ces textes, nous les regrettons, car nos camarades employés de banque comprendraient mieux les réponses dilatoires et le désir de gagner encore du temps du Président de l'A.P.B. lors de la réunion de la Commission Nationale Paritaire, le 17 février.

Examinons rapidement la position des Centrales en présence :

Force Ouvrière demandait une indemnité d'attente mensuelle de 6.000 francs, et l'ouverture rapide de négociations.

Nous ne savons pas encore ce qu'a décidé la Conférence nationale professionnelle convoquée par cette fédération le 25 février ; mais si nous nous référons à la résolution adoptée par son Conseil national du 25 septembre 1949, celui-ci s'est prononcé pour un salaire minimum national de 18.000 francs pour 40 heures, l'échelle mobile des salaires calculée selon l'évolution des prix et l'accroissement de la production.

Compte tenu de l'augmentation des prix depuis cette date, ce minimum devrait s'établir à 20.000 fr. au moins.

La C.G.T.K. était moins exigeante : pour l'immédiat elle réclamait les 3.000 mensuels. Ceci pour s'aligner sur son bureau confédéral, qui lui, ne badine pas sur le chapitre de la discipline ; il y en a deux au C.N.E.P. qui en savent quelque chose, leur attitude logique du mois de novembre a failli les faire exclure. Il faut croire que depuis ils ont confessé leurs erreurs et sont rentrés dans la ligne ; pour les autres établissements, on assiste à des changements d'équipes assez significatifs. Ces prévisions s'imposaient, car nous savons qu'en octobre dernier, une pétition commune C.G.T.-C.F.T.C.-F.O., sur l'initiative de cette dernière, revendiquait déjà une indemnité mensuelle de 5.000 francs.

Comme salaire de base, elle revendiquait 18.500 francs pour 45 heures par semaine, car pour eux la semaine de 40 heures est bien morte.

Sur la hiérarchie, pas un mot, mais cela ne trompe personne. Quant à la C.F.T.C., fidèle à son programme, elle est venue les mains vides, se réservant de grappiller dans les projets de ses partenaires ce qui pourrait être utile à sa propagande.

Il est vrai qu'il lui est très difficile de gêner « le cher petit homme » qui préside le gouvernement. Elle l'a d'ailleurs bougrement bien aidé en

## LA GRANDE DUPERIE des Conventions Collectives

torpillant préventivement, sur le plan bancaire, la grève générale du 25 novembre, en faisant faire un pas de côté aux employés de banque le 17 du même mois.

Voici donc d'un côté des centrales syndicales avec un programme dérisoire, et de l'autre un patronat bien décidé à ne rien lâcher de ses avantages, qui sont considérables.

Le Centre d'Etudes économiques de la C.G.T. déclare que la part dans le revenu national était en 1938, de 45 % pour les salariés ; de 29 % pour les revenus capitalistes. En 1949, 2° semestre, de 34 % pour les salariés ; de 50,5 % pour les revenus capitalistes.

Pour l'Institut d'observation économique, le pouvoir d'achat des salariés de l'industrie a baissé de 23 % à Paris et de 13 % en Province par rapport à 1938. Or, à cette date le patronat avait déjà repris une partie de ce qu'il avait été obligé de lâcher en 1936.

Si nous prenons les chiffres des patrons, la démonstration est complète : Le Conseil d'Administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas a approuvé... (et comment donc...) les comptes de l'exercice 1949, qui font ressortir un bénéfice net de 340.372.630 francs contre 278.448.029 francs en 1948. Ce qui, à notre avis, n'a pas besoin d'être commenté.

En face de ce patronat, bien soutenu par le gouvernement, malgré les textes législatifs, deux solutions : ou accepter la tutelle néfaste des honnêtes syndicaux, ou prendre vous-mêmes vos responsabilités et déclencher le combat.

Votre mot d'ordre devra être : contre la hiérarchie pour un minimum mensuel de 30.000 francs avec l'échelle mobile pour les 40 heures.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que :

— Force Ouvrière a tenu une Conférence nationale professionnelle pour rien, le 25 février, puisqu'elle y a repris les chiffres de son Conseil national du 25 septembre dernier ; les bonzes de F.O. ne font sans doute pas le marché ?

— Que la C.G.T.K. défend toutes les catégories d'employés.

Elle revendique 22.755 fr. (coefficient 123) salaire d'embauche, ce qui met le

point à 185 fr. ; mais elle oublie d'écrire que cela donne 83.250 fr. à la classe VII, qui, anciennement comprise, se calcule comme chacun sait en pourcentage. Cela fait un beau cadeau.

Qu'en pensent les costumés ?

— Que la C.F.T.C. attend... quoi, au fait ?

Le Groupe Banque.

P.-S. — La correspondance et les demandes d'adhésions doivent être adressées au « Libertaire », 145, quai de Valmy, qui transmettra.

## MONMOUSSEAU : un perroquet assermenté

La bonne vieille tête moustachue de Monmousseau, que méprisent tous les travailleurs avertis, et même ses alliés du moment, trône en maîtresse dans la « Vie Ouvrière », tels ces masques grotesques d'Augustes en carnaval en délire.

S'agit-il de calomnier un adversaire ? La signature de Gaston fait figure d'estampille d'origine.

S'agit-il de justifier une nouvelle contorsion de la « ligne » ? Alors le Tourangeau, en un style émail-pamphlétaire, s'y emploie avec le manque de scrupules, d'honnêteté qui le caractérise.

S'agit-il de glorifier le Dieu du Kremlin et les Séraphins de satellites ? Alors, l'humble militant, apôtre d'humilité et pourfendeur d'hérétiques, monte en chaire, prononce anathèmes et excommunications, et adjure les fidèles — les vrais — de se rallier à lui pour une croisade contre les impies, en leur promettant pour l'avenir les félicités du paradis soviétique, dont il est un des rares privilégiés à avoir apprécié les bienfaits.

« Jean Brecoat aux Enfers » est l'un des tout derniers sermons de notre chameau de la rue Lafayette qui prétend démontrer aux travailleurs « politiquement faibles » l'infailibilité du marxisme et du réformisme réunis, et révéler les grandioses réalisations du Soviet suprême d'U.R.S.S. Au travers de ce document que l'his-

toire ramènera à sa juste valeur de prospectus, transpire le désir fébrile de justifier la politique de la grande C.G.T.

Les lecteurs désireux d'approfondir leurs connaissances sur le régime stalinien restent sur leur soif. Aucune précision ne leur est donnée sur la structure de la société soviétique. Pensez-vous qu'enfin va vous être révélé le mystère de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Détrompez-vous ? Monmousseau, avec cette assurance de son confère une situation hiérarchique élevée dans la bureaucratie syndicale, vous apprendra — en douze fois — que l'air en U.R.S.S. y est plus respirable que dans les pays infestés par le virus capitaliste, et autres sottises du même cru.

Et mes amis ! quel concert de hurlements lorsque David Rousset, ce galeux, ce vendu, émet la prétention de vérifier sur place, et par lui-même, l'authenticité des déclarations de tous les Monmousseaux de France et d'ailleurs. Une vieille rengaine, voyant s'enfuir son magot, n'en n'aurez pas autant vociféré.

Mais, ni les mensonges, les cris, les boyaux, ni les menaces, n'empêchent la vérité de se répandre.

Les anarchistes savent plus que d'autres ce que cache le socialisme stalinien. Nous n'avons pas attendu les déclarations après coup — de Kravchenko, où les questions naïves de Rousset et Mauriac pour fonder notre jugement. Les avertissements, démontrés prophétiques, que Proudhon et Bakounine lançaient à ceux des travailleurs qui s'engageaient dans la voie du marxisme, prévalaient la dégenérescence de la dictature du prolétariat en dictature sur le prolétariat. Le règne de la bureaucratie soviétique n'est pas une déviation accidentelle du socialisme autoritaire, comme le prétendent encore certains marxistes obstinés, mais est de stricte obédience marxiste, un aboutissement logique de toute société basée sur l'autorité.

Et tout ce que peut raconter Monmousseau à ce sujet n'est qu'hypocrisie et duplicité, classant celui-ci dans les rangs des plumeux à gages, que la « Vie Ouvrière » condamne par ailleurs.

Joë LANEN.

## Salle des Sociétés Savantes

VENDREDI A 20 H. 30  
THEORIE ET PRATIQUE  
D'UNE POLITIQUE  
DE LA JEUNESSE

Orateurs : FONTENIS, de la F.A.; LEMAIRE, Isidore ISOU, Louis PAUWELS, PICHON, des Citoyens du monde.

JEUNES, VENEZ EN MASSE NOUS EPAULER !

A. ANDRE.

## Lettre de Belgique

## LA LUTTE CONTRE LES CHOMEURS

Le gouvernement dont nous sommes affligés ne trouvant décidément aucun moyen propre à réduire le chômage, a décidé, malgré tout, de diminuer le nombre des sans-travail. Il a commencé par supprimer les secours de chômage à toute une catégorie de femmes.

Il y aurait pourtant une belle économie à réaliser. Ce serait de faire disparaître toute une catégorie de chômeurs professionnels aux riches traitements, qui s'appellent ministres, députés, traîneurs de sabres ou évêques à 500.000 fr.

Pendant ce temps, les vieux vivent avec 4.000 francs par mois. Et les 55.000 frontaliers, dont Mousseron possède le plus grand nombre, sont obligés de se déplacer en France pour gagner leur pain.

Les jeunes gens sortant des écoles d'apprentissage ne trouvant pas de travail, s'inscrivent au fonds de chômage. Mais le bureau régional a trouvé la solution : il les envoie à Liège ou Verriets à 220 kms de chez eux. En arrivant là-bas, ils apprennent qu'il n'y a pas de logement pour les abriter, sauf

à des prix astronomiques. Ce qui fait que ceux qui voudraient y rester n'auraient pas assez d'argent pour revenir chez eux en fin de semaine.

Vous nous direz : mais alors, que font les partis politiques et les syndicats, contre cet état de choses. Ils ne font rien, ces perroquets dont Spaak est un fameux échantillon. Ils préfèrent nous amuser avec la question royale, où ça pu le lance de tous les côtés.

Elle est belle notre démocratie, avec ses socialistes et ses stalinien qui vous parlent de l'exploitation de l'homme par l'homme et trompent le prolétariat en bluffant à longueur d'année. Leur seul souci, c'est l'indemnité parlementaire. Quant aux chefs syndicalistes, nous savons ce qu'ils valent.

Ces marxistes à la petite semaine ne sont que les valets d'un régime pourri.

Tant que les ouvriers ne sauront pas faire leur lit eux-mêmes, le chômage et la misère seront leur lot.

A. ANDRE.

Lundi matin, les ouvriers de chez Renault eurent la surprise d'une affiche intitulée : « Nouvelle hausse sur les salaires ». Quelle était exactement cette hausse : 5 p. 100 sur le coefficient 100, ce qui correspond à 4 francs pour le manoeuvre. La réaction des ouvriers devant cette annonce fut le débrayage qui obligea les dirigeants syndicaux à organiser un référendum qui dura toute la journée du lundi et le mardi matin, la plupart, d'ailleurs, n'attendirent pas les résultats 75 p. 100 pour débrayer. Il en fut de même pour V 5 (4 CV) et la plupart des ateliers de l'usine. La grève fut complète le mercredi, jour où les mensuels se prononcèrent (55 p. 100 pour, y compris les cadres).

Les Comités de grève furent constitués sur le tas et décidèrent la mise en place de quelques piquets de sécurité. Ces piquets (environ 300 hommes) furent délogés dans la nuit du 22 au 23 février par d'importants effectifs de police et de G.R.S. Rien n'y manqua, que l'aviation pour leur protection (La police avec nous !).

Dès le lendemain, des meetings organisés par le cartel d'unité d'action (C.G.T., F.O., C.F.T.C., S.D.R.) eurent lieu autour de l'usine.

A plusieurs reprises, nous eûmes le plaisir d'écouter le camarade député Costes (dit Fredo), celui qui, en 47, place Nationale, faillit voir sa voiture renversée par les grévistes à qui il venait inciter à reprendre le travail, ainsi que le secrétaire de F.O. de la métallurgie parisienne, qui protesta contre les bruits qui tendaient à faire croire que F.O. était contre la hiérarchie et précisait que si cette prime de 3.000 n'était pas hiérarchisée, les cadres y retrouveraient leur compte dans les conventions collectives. Signons le camarade Bois, représentant du S.D.R., qui s'est différencié des autres orateurs en faisant un appel aux ouvriers ayant déjà repris le travail, après avoir obtenu satisfaction dans certaines petites boîtes pour les 3.000 francs, de ne pas cesser la lutte et de débrayer par solidarité prolétarienne.

Quelle est l'action des libertaires dans cette lutte. Plusieurs de nos camarades ont pu être dans les Comités de grève ; ils furent tous dans les piquets de grève et actuellement ils continuent d'œuvrer dans la mesure du possible pour l'élargissement rapide de cette grève et d'orienter celle-ci vers des objectifs révolutionnaires. Mais leurs moyens sont faibles, leur influence s'en ressent.

Nous constatons avec regret que la majorité des ouvriers se désintéressent de leur lutte, résultat d'une absence volontaire de la part des grandes centrales, unies dans le cartel, de préparation avant la grève d'une psychose de grève générale.

Nous aurions voulu créer le climat d'un tel mouvement, et c'est possible, malgré l'apathie des masses, avec les moyens financiers dont disposent les grandes centrales syndicales. A cette condition, l'occupation de l'usine aurait été possible et les G.R.S. se seraient hourlés à une combativité ouvrière qui nous aurait rappelés 36, nous aussi, ainsi les ouvriers des autres usines au débrayage rapide et à la solidarité, seul gage de réussite.

LE GROUPE ANARCHISTE RENAULT.

## A SAINT-OUEN

## NICOLAS, PATRON DE COMBAT applique la circulaire confidentielle du patronat français

Le patronat a engagé la bataille des Conventions Collectives avec l'intention, bien arrêtée, de se refuser à toute augmentation substantielle de salaires. Mieux assuré de l'appareil de répression, le Conseil du Patronat français, présidé par M. Villiers a fait parvenir aux patrons de la région parisienne une circulaire ultra-confidentielle leur conseillant de liquider le plus rapidement possible les militants syndicalistes connus en les assurant que le gouvernement donnerait des ordres à l'Inspection du travail pour que ces mesures soient appuyées par « l'autorité gouvernementale ».

Nicolas, établissement de fabrication métallurgiste de Saint-Ouen n'a pas voulu laisser passer une telle occasion sans se signaler de nouveau à l'attention des ouvriers métallurgistes.

L'entreprise compte 250 ouvriers. Les salaires payés sont parmi les plus bas de la corporation, 55 fr. de l'heure pour des manoeuvres, 65 fr. pour des ouvriers spécialisés.

Les travailleurs de cette entreprise s'étaient laissés décimer par la Direction au cours d'une grève précédente.

Il n'y existe plus de section syndicale, plus de délégué, plus de lutte revendicative.

Et pourtant la colère grondait. Elle a brusquement éclaté lundi. Les travailleurs ont débrayé, réclamant la prime de 3.000 francs avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> janvier.

Depuis quelques jours un camarade de la rédaction du « Libertaire » travaillait dans cette entreprise, la part active prise par lui au déclenchement du conflit eut le don de mettre la direction en colère.

Une enquête rapide permit au patronat de l'identifier et fort de la circulaire citée ci-dessus, il fut immédiatement licencié.

Mais avant son départ il eut le loisir d'expliquer aux travailleurs de chez Nicolas les raisons qui militaient en faveur d'une action énergique.

Aujourd'hui notre camarade Joyeux est de nouveau chômeur. Mais les travailleurs de chez Nicolas sont engagés dans le combat. Ils ne l'arrêteront que lorsqu'ils auront arraché la victoire et alors ils sauront s'organiser pour résister efficacement aux attaques de leur patron de combat et protéger leurs militants.

MONTLUC.

## Après avoir lu ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci